
ENTRÉES LIBRES



ÉLISABETH MORENO

Une ministre qui sait d'où elle vient

Pour succéder à Marlène Schiappa à l'Égalité femmes-hommes et défendre aussi la diversité, deux sujets dont il a fait la « grande cause » de son quinquennat, Emmanuel Macron a choisi une franco-cap-verdienne qui incarne la méritocratie républicaine.

La nomination d'Élisabeth Moreno au ministère délégué à l'Égalité entre les femmes et les hommes, à la Diversité et à l'Égalité des chances a semé l'émotion dans le Landerneau néoféministe. Sa faute ? Avoir osé dire, lors de la passation de pouvoirs avec Marlène Schiappa, qu'il n'y avait « pas de plus grande et belle complémentarité que celle des hommes et des femmes ». Réaction immédiate de la députée de La France insoumise Clémentine Autain : « Dès le démarrage, on a le droit à une ode à la complémentarité, ça va être douloureux. La "grande cause" du quinquennat est enterrée. » Du coup, Caroline De Haas, la fondatrice du collectif #NousToutes – comprendre « nous les femmes sommes toutes victimes de violences sexistes et sexuelles » – est allée exhumer une intervention d'Élisabeth Moreno devant des écoles de commerce en 2018.

Alors dirigeante de la branche française de Lenovo, l'un des principaux constructeurs mondiaux d'ordinateurs, elle avait expliqué aux étudiants : « Je ne veux surtout pas que les hommes se sentent gênés parce qu'ils auraient le sentiment qu'il n'y en a que pour les femmes ! Les blagues à la machine à café sont très importantes, car il ne faut pas qu'on se sente verrouillé et qu'on ne puisse plus s'exprimer ». « Notre ministre des droits des femmes est donc de l'équipe "On ne peut plus rien dire" », s'est lamentée Caroline De Haas. La nouvelle ministre n'en est pas revenue. Féminine jusqu'au dernier bouton de son tailleur blanc cintré, coiffure impeccable avec une longue mèche sur l'œil droit pour

cachier une paupière paresseuse, elle peste dans son bureau de la rue Saint-Dominique : « Quand je parlais de blagues, je ne pensais évidemment pas aux blagues sexistes ! » En bonne camarade, Marlène Schiappa a volé à son secours en regrettant que « dans certains mouvements féministes, on passe plus de temps à se taper les unes sur les autres plutôt qu'à lutter ensemble », mais n'a pas repris à son compte la formule d'Élisabeth Moreno. L'intéressée, elle, revendique son refus de pratiquer un sexisme inversé : « Concevoir le féminisme comme une bataille entre les femmes et les hommes, c'est ne pas aborder par le bon angle le sujet de l'égalité femmes-hommes, affirme-t-elle. Il ne s'agit pas de remplacer une domination par une autre ! »

À L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Dans sa version « intersectionnelle », le mouvement féministe se distingue aussi par sa cécité sur le machisme quand il est d'origine culturelle et/ou religieuse. Malgré son franc-parler revendiqué, la ministre est muette sur le sujet, se contentant de promettre de « lutter contre toutes les formes de discriminations » et d'aller sur le terrain « écouter les gens qui vivent dans ces quartiers difficiles pour comprendre quelle est leur réalité ». Quand on objecte que des représentants de l'État font depuis plus de vingt ans la tournée des territoires perdus de la République sans parvenir à y soustraire les jeunes à l'influence grandissante des salafistes et des Frères musulmans, elle hausse un sourcil : « Faut-il vous rappeler d'où je viens ? »

« Quand j'étais chef d'entreprise et que j'allais parler dans les ZEP, raconte-t-elle, je me rendais compte qu'il y avait des choses que je pouvais dire grâce à mon parcours. » Par exemple qu'il n'y a pas de racisme d'État, ou que la France n'est pas islamophobe ? Elle acquiesce... en silence. Être « le visage de cette France de l'école de la République, une France plurielle et diverse », constitue selon elle une réponse en soi aux théories victimaires. Elevée par des parents « qui ont toujours su ce qu'ils doivent à la France », elle ne présente pas la « diversité », l'une de ses attributions ministérielles, comme un impératif moral mais comme un moyen de régénérer « une Europe vieillissante », parce que « quand on n'est qu'entre personnes qui se ressemblent, on n'avance pas ». « Travailler, toujours viser plus haut, Elisabeth y a toujours cru, pour elle et pour les autres », témoigne Valérie Paret, —>



“Emmanuel Macron m’a donné sa parole que la promotion de l’égalité restait sa grande cause et que j’aurai les moyens d’agir”

une de ses plus anciennes amies, aujourd’hui conseillère municipale sans étiquette du maire divers droite de Palaiseau. Cette scientifique de formation se souvient qu’en 2006, elle lui a donné des cours intensifs de maths tous les week-ends pendant deux mois pour la préparer à l’examen d’entrée au MBA (maîtrise en administration des affaires) qu’elle voulait obtenir pour se perfectionner, alors qu’elle était déjà directrice commerciale Europe, Moyen-Orient et Afrique chez Dell. « C’est une bossesse acharnée, mais qui aide aussi beaucoup les autres, affirme Valérie Paret. Son mantra pourrait être “ne jamais subir”. » Laurence Attias, une autre de ses amies de longue date, confirme : « On s’est rencontrées chez Dell. Un jour, je me suis fait souffler un poste par lequel un dont j’étais très proche. J’étais au trentième dessous ! Elle a réussi à me convaincre que c’était une opportunité pour rebondir autrement. » Laurence Attias est aujourd’hui coach spécialisée dans l’estime de soi.

Une force qui n’a jamais manqué à Elisabeth Moreno. Née au Cap-Vert en 1970, elle est arrivée en France sept ans plus tard parce que ses parents voulaient les meilleurs soins pour l’une de ses sœurs, grièvement brûlée dans un incendie. Avec son père, manœuvre sur des chantiers, sa mère, femme de ménage, et ses deux puis quatre frères et sœurs, elle a longtemps habité Athis-Mons, dans l’Essonne : « D’abord, on était dans la cité Bleue, puis dans la Cité Verte, se souvient la ministre. La jeunesse d’aujourd’hui ne peut sans doute pas imaginer à quel point on était heureux, ce que ça représentait pour nous d’avoir un appartement, puis d’être propriétaires d’une maison. » C’est elle qui a signé les papiers chez le notaire, alors qu’elle avait à peine 15 ans. Ses parents, aujourd’hui retraités au Cap-Vert, où ils ont acheté un petit hôtel sur l’île de Santiago, étaient et sont toujours illettrés.

Les horaires de travail à rallonge de son père et de sa mère ont obligé l’aînée de la fratrie à s’occuper des plus jeunes. « Jusqu’à mes 17 ans, ils m’ont appelée “maman” », raconte-t-elle. Ce qui ne l’a pas empêchée d’avoir son bac L (littéraire), après avoir refusé d’être orientée vers un CAP, puis une maîtrise de droit des affaires. Une jeunesse tout sauf insouciant, mais qu’elle ne regrette pas : « Si j’en suis là aujourd’hui, c’est parce que j’ai appris très jeune à faire. Je suis une femme d’action, je suis une “faiseuse”. »

Comment une novice en politique, venue directement du monde de l’entreprise, s’est-elle retrouvée en charge d’une question qu’Emmanuel Macron a définie le 14 juillet comme le « fil rouge » de son quinquennat ? L’intéressée s’amuse à entretenir le mystère, mais Aurélien Lechevallier, ambassadeur de France en Afrique du Sud et proche du chef de l’État, ne serait pas étranger à son recrutement express. Samedi 4 juillet, encore directrice générale Afrique de Hewlett Packard, elle allait se coucher après une soirée avec son mari et sa fille, dans leur appartement de Johannesburg, quand elle a découvert les messages de Matignon en rallumant son portable. C’était Nicolas Revel, le directeur de cabinet du premier ministre, qui voulait savoir si, « sur le principe », elle avait quelque chose contre l’idée de rejoindre le gouvernement pour travailler sur la « diversité ». Le lendemain – « avant 8 heures, ce qui est quand même très tôt pour un dimanche », précise-t-elle dans un éclat de rire – Jean Castex l’a appelée et convaincue : « Je me suis dit que la France avait de la chance d’avoir un premier ministre comme lui ! »

DES QUOTAS DANS L’EXÉCUTIF DES ENTREPRISES

Élisabeth Moreno a mis « moins de quinze minutes » à prendre sa décision après ce qu’elle appelle son « entretien d’embauche par Zoom » : « Ce ministère était dessiné pour moi, assure-t-elle, Je le prends comme un honneur et depuis que j’ai vu Emmanuel Macron en tête-à-tête, le 6 juillet, je n’ai aucun doute sur le fait que j’aurai les moyens d’agir. Il m’a donné sa parole que la promotion de l’égalité restait sa grande cause. »

A-t-elle été troublée par la plainte pour viol déposée contre le ministre de l’Intérieur Gérard Darmanin ? Comme elle l’a expliqué au *Parisien Dimanche*, elle lui a parlé et sa version l’a convaincue. Elle a aussi ajouté « si jamais il m’a menti, j’en tirerai toutes les conséquences ».

L’un de ses tout premiers projets est d’étendre aux comités exécutifs des entreprises, « là où est le vrai pouvoir », la loi Copé-Zimmermann de 2011 qui oblige les conseils d’administration à intégrer « au moins 40 % d’administrateurs de chaque sexe ». « Au début de ma carrière, j’étais contre les quotas, explique-t-elle. Je me demandais si on n’allait pas penser que j’avais eu un poste parce que j’étais femme et noire. Aujourd’hui je suis convaincue que c’est un outil qui peut être efficace. » ■

Judith Waintraub